

Nouvelles locales des mercredi 17 et jeudi 18 février 2016

@rib News, 18/02/2016 | Droits de l'Homme - Les maisons inoccupées dans les quartiers dits contestataires doivent être transformées en positions policières. La décision a été annoncée dans une réunion tenue ce lundi le 15/02/2016 par le maire de la ville de Bujumbura Freddy Mbonimpa à l'endroit des responsables administratifs et sécuritaires. Selon lui, les maisons fermées se trouvant dans ces quartiers doivent être identifiées pour connaître leurs propriétaires et les raisons qui les ont poussés à fuir le pays ou leurs quartiers.

Les propriétaires quant à eux déplorent cette mesure. Ils estiment que la mesure vise à les exproprier de leurs biens et demandent que la mairie de Bujumbura respecte les droits des réfugiés en sécurisant les biens de ceux qui ont fui le pays. Il y a deux mois, certaines hautes autorités avaient annoncé un programme de nettoyage des quartiers contestataires afin de disponibiliser les parcelles. A cette époque, les habitants des quartiers concernés ont été envahis par une peur panique et ont fui leurs ménages. - Des arrestations massives ont été opérées à Kinanira, dans la zone Musaga en mairie de Bujumbura ce jeudi. Le moindre jeune homme qui circulait à pied a été arrêté notamment des domestiques qui se rendaient au marché ou en revenaient. Ils ont été regroupés dans un lieu-dit appelé "Otraco". Nul ne sait où ils ont été acheminés ensuite. Un habitant de ce quartier affirme qu'il ne reste que des personnes âgées. Le moins oculaire parle d'au moins huit jeunes arrêtés. - Le porte-parole adjoint de la police, Moise Nkurunziza a dressé un bilan après l'explosion de la grenade survenue ce mercredi matin. Il y a quatre blessés. Deux individus qui se trouvaient à bord d'un véhicule de l'assemblée nationale figurent parmi les victimes. Les reporters ne sont visiblement pas les bienvenus ce matin du côté de la Gare du Nord. Des individus menacent les journalistes présents et chargés de couvrir les suites de l'explosion de ce mercredi matin. Ils vont même jusqu'à les accuser "d'être derrière les attaques à la grenade". - Des éléments de la garde présidentielle ont fait irruption au quartier VI de Ngagara après cette explosion. Ils forcent les portes des appartements des blocs 18,19 et 20 tout près de l'endroit où vient d'exploser cette grenade.

Les habitants affirment que les policiers leur demandaient de sortir de leurs habitations. - Le ministre de la Sécurité publique, Alain Guillaume Bunyoni est intervenue ce jeudi après-midi lors des questions orales à l'assemblée nationale. Il a informé la chambre basse du parlement burundais sur les saisies d'armes et de munitions. Au cours de l'année 2015, 22 armes à feu, 643 fusils, 22 pistolets, 851 grenades et 14 bombes, a-t-il précisé avant de s'en prendre à son voisin le Rwanda. Alain Guillaume Bunyoni a en effet affirmé que 90% des armes et munitions en question proviennent du Rwanda et qu'il dispose de preuve pour le démontrer. - Trois personnes viennent d'être interpellées par la police à Nyakabiga à la 7e avenue après-midi de ce jeudi. Selon un témoin, ces trois hommes étaient entrain d'otâcher soit dans un bar quand la police est intervenue. Les raisons de ces arrestations ne sont pas connues. - Le jeune professeur Emmanuel Ntiranyibagira dit "Bizuru" est libre de ses mouvements depuis quelques heures. Il a été relâché après avoir passé plus de 48 heures dans un cachot du Service National de Renseignement où il a été battu à coup de barre de fer au niveau des pieds. Le SNR l'accusait d'avoir participé aux manifestations contre le troisième mandat du président Nkurunziza, de détention illégale d'armes, de loger des insurgés et même de diriger l'insurrection à Nyakabiga. Le jeune professeur est ressorti soulagé après cette preuve. Il a assuré qu'aucune de ces charges n'a été retenue contre lui et elles n'étaient pas fondées, mais il remercie le Seigneur puis que c'est lui qui a fait qu'il sorte des cachots sain et sauf. - Justice

- Le gouvernement burundais pourrait inscrire la peine de mort dans son code pénal. C'est le ministre de la Défense nationale Emmanuel Ntahomvukiye qui a fait cette annonce ce jeudi lors des questions orales à l'assemblée nationale. Selon lui, une commission est à l'oeuvre pour voir si cette peine peut être introduite contre les auteurs d'un coup d'État, ceux qui déstabilisent les institutions ou encore qui tuent des autorités, par exemple pour ceux qui ont assassiné le lieutenant Général Adolphe Nshimirimana. Rappelons que la peine de mort a été retirée du code pénal en 2009 et que la peine la plus lourde au Burundi reste la perpétuité. - Politique - Dans un communiqué de presse sorti ce mercredi, le parti CNDD-FDD indique que les auteurs des génocides et d'autres violences commis au Burundi mettent leurs efforts ensemble pour déstabiliser le pouvoir de Bujumbura. Pour ce parti présidentiel, ceux qu'ils qualifient de criminels et génocidaires dont certains anciens présidents actuellement sénateurs, utilisent des fausses informations pour montrer qu'il y a un génocide au Burundi afin qu'ils arrivent à convaincre la communauté internationale pour la mise en place du gouvernement de transition. Ce parti parle trois types de génocide commis au Burundi : le génocide physique des massacres contre les personnes d'une seule ethnie commis par le président Michel Micombero, le génocide intellectuel commis par le président Jean Baptiste Bagaza actuellement sénateur et le génocide démocratique commis par le président Major Pierre Buyoya actuellement sénateur. Ce communiqué précise que les Rwandais qui étaient des réfugiés au Burundi ont pris part dans ces génocides. Le parti présidentiel a mis en garde le président du Rwanda Paul Kagame en l'accusant d'avoir assassiné le président du Burundi Cyprien Ntaryamira pour la justice sera faite pour punir les auteurs de cet assassinat. En ce qui concerne le dialogue, ce parti demande à la communauté internationale d'appuyer financièrement la commission nationale pour le dialogue inter-burundais CNDI. - Lors de la séance de questions orales à l'Assemblée Nationale ce jeudi 18 février 2016, certains parlementaires se sont inquiétés des disparitions de personnes arrêtées par les forces de l'ordre. Le 1er vice-président de l'Assemblée Rwasa Agathon donne des exemples de 4 personnes arrêtées par des forces de l'ordre ces derniers mois qui sont portées disparu, mais le ministre de la Sécurité publique, commissaire de police chef Alain Guillaume Bunyoni dément ces accusations en affirmant que ce sont des rumeurs propagées par ceux qui veulent déstabiliser les institutions en place. Cependant, il précise que selon les enquêtes qui ont été menées, il s'agit avant tout qu'il y a des personnes arrêtées des forces de l'ordre qui enlèvent des gens principalement pour des raisons de vengeances ou pour demander des rançons, ajoute ce ministre. Lors de cette même séance, le ministre de la Défense nationale, Ntahomvukiye Emmanuel s'exprimant sur la question des officiers de l'armée burundaise, dont l'ancien porte-parole du ministre de la Défense ont été renvoyés de forces de maintien de la paix. Le ministre de la Défense déplore que des personnes mal intentionnées aient envoyé des accusations sur les réseaux sociaux de violations des droits de l'homme liées aux

manifestations qui ont eu lieu dans le pays et que les Nations unies aient pris en considération ces accusations sans fondements. Le ministre de la Défense a dit qu'il a envoyé une demande officielle d'explication aux Nations unies que justice soit faite pour ces officiers accusés injustement selon le ministre. Quant au ministre de Relations extérieures Alain Aimé Nyamitwe qui répondait également aux questions orales a encore une fois accusé le Rwanda d'instabiliser le Burundi. Selon lui pour que les relations entre ces deux pays voisins se normalisent, le Rwanda devrait demander aux réfugiés Burundais de rentrer dans leur pays. - Le président de l'Assemblée Nationale envisage de remplacer les députés de l'UPRONA non reconnu par le Gouvernement. Pascal Nyabenda président de l'Assemblée Nationale déclare qu'il compte des rayer de la liste les députés du parti UPRONA non gouvernemental qui ne siégent pas à l'hémicycle de Kigobe. Ce mercredi, Pascal Nyabenda a annoncé que le délai de siéger à l'Assemblée pour ces membres de l'UPRONA de l'opposition élus lors des élections législatives de 2015 a expiré. Juste après la mise en garde du président de l'Assemblée, ceux qui ont voté au nom du parti UPRONA non reconnu ont affirmé qu'ils ne comptent pas participer dans les séances du parlement burundais en place. Dans un communiqué de ce mercredi matin, Charles Nditije président de ce parti et son adjoint Evariste Ngayimpinda ont précisé qu'ils ne peuvent pas participer dans les activités de ce parlement non reconnu par le peuple Burundais. Un Mudasingana qui y participera aura trahi le peuple et le fera son nom et pas pour le compte du parti UPRONA, ont-ils précisé. Ils ajoutent qu'ils ne reconnaissent pas le président de l'Assemblée Nationale parce qu'il est sorti qui ne remplissent pas les normes de l'accord d'Arusha et de la constitution burundaise. Précisons qu'un seul député UPRONA de l'opposition Fabien Banciryanino élu dans la circonscription de Bubanza a siégé ce mercredi pour la première fois dans une séance de l'Assemblée Nationale de ce mercredi 17 février 2016. - Éducation - Après que deux intrusions d'hommes armés dans les homes universitaires aient été perçues en moins de 10 jours, les responsables de l'Université du Burundi ont pris des mesures de renforcement de la sécurité. En effet, toute personne désireant rejoindre le campus, sera désormais soumise à un contrôle rigoureux à l'entrée. L'étudiant devra obligatoirement présenter sa carte d'étudiant chaque fois qu'il passera par l'entrée principale. Le personnel de l'université et de la Régie des Oeuvres Universitaires est aussi concerné par la mesure et devra se munir de badges. Par ailleurs, la police s'est engagée à patrouiller davantage durant la nuit. - L'Université du Burundi a pris la décision de suspendre la classe de 1er Baccalauréat du Département d'Anglais de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines pour l'Année Académique 2015-2016. Le Recteur de l'Université du Burundi Gaspard Banyankimbona indique que la décision a été motivée par le problème de manque d'enseignants auquel fait face cette institution. Gaspard Banyankimbona fait savoir que tous les étudiants du département suspendu ont transférés à l'Institut de Pédagogie Appliquée (IPA), Département d'Anglais. Pour le recteur de cet établissement de formation, la décision est provisoire espérant que la question sera vite vidée pour ensuite rouvrir ce département. - Sociétés - Quatre pasteurs d'Église exerçant à Makamba ont été convoqués ce mercredi par l'administration provinciale. Il s'agit des pasteurs de l'Église Vivante, Guérison des Âmes, Bon Berger et CMCI. Le gouverneur Gad Niyukuri les a mis en cause sur deux points. Les fidèles ne participeraient pas aux travaux communautaires et leurs églises ne paieraient pas d'impôt local. Niyukuri leur a formellement interdit d'inviter sans son aval des prêtres étrangers et encore moins quand ils viennent du Rwanda. Le gouverneur qui est lui-même pasteur de l'Église EUSEBU a prévenu les intéressés qu'il envoie chaque dimanche des espions payés pour écouter les prêches dans ces églises. - Des leaders religieux ont un rôle important à jouer pour trouver une solution face à la crise qui secoue le pays car les lieux de cultes sont les seuls où se rencontrent beaucoup de gens sans distinctions aucune. Cela a été dit ce jeudi dans un atelier des leaders religieux sur l'apport des confessions religieuses dans la consolidation de la paix. Le consultant Jean Marie Vianney Kavumbagu qui a exposé, demande aux leaders religieux d'être neutre et de lancer des messages apaisants à leurs fidèles qui parmi eux figurent les hautes autorités du pays. Jean Marie Vianney Kavumbagu interpelle ces leaders religieux de conjuguer les efforts afin de prévenir une crise qui peut dégénérer entre le Burundi et le Rwanda vu les tensions qui s'observent entre ces deux pays et si possible faire la médiation. Il ajoute que cette situation peut toucher tous les pays de la région et replonger encore une fois ces pays dans la guerre et les victimes seront toujours les innocents car à cause de cette crise certains Burundais se sont réfugiés dans les pays voisins.